Conseil communal de Prilly

Procès-verbal de la séance No 5-2013

**du lundi 11 novembre
2013**

Procès-verbal de la séance 5-2013 du Conseil Communal de Prilly.

Président : Monsieur David BOULAZ (ECO)

Lundi 11 novembre à 20h00, à Castelmont.

1. Opérations préliminaires : appel, ordre du jour.

Appel :

Personnes présentes : 68

Excusées : 6

Retard :

Absents :

Démissions : 1

Total : 75

Il y a 68 personnes présentes. Le quorum est atteint. La séance est ouverte.

2. Correspondance

3. Assermentation(s)

4. Communications du bureau

5. Communications municipales

6. Information au Conseil communal par ses représentants aux organismes externes

7. Election complémentaire à la Commission de Gestion et à l'AJENOL

8. Préavis municipal N° 15-2013 relatif à la fusion des Services de Défense contre l'Incendie et de Secours (SDIS) des Communes de Prilly et Renens et à la création d'une Entente intercommunale

9. Préavis municipal N° 16-2013 soumettant le nouveau règlement communal sur le subventionnement des études musicales

10. Préavis municipal N° 17-2013 sollicitant un crédit de CHF 600'000.- destiné à la transformation du bâtiment du Tilleul pour y accueillir l'UAPE la Fourmi Bleue et la structure administrative de la Fondation des Acacias, et répondant définitivement à la motion M 1-2009 de Mme la Conseillère S. Poletti demandant «la création d'une véritable UAPE adaptée aux besoins et aux ressources de la Commune de Prilly», ainsi que partiellement au postulat, déposé le 19.11.2007, de Mmes les ex-Conseillères V. Benitez Santoli et T. Hegedüs-Connor demandant «Une étude des besoins liés à la petite enfance des 0 - 12 ans, en particulier de ses lieux d'accueil (extrafamilial et extrascolaire), de la Commune de Prilly, comprenant notamment une étude de la faisabilité de la création d'un centre de vie enfantine supplémentaire pour les 0 - 5 ans et une étude de la faisabilité de la création d'un concept prilléran de l'Accueil Pour Enfants en Milieu Scolaire (APEMS) pour les 5 -12 ans»

11. Motions, postulats et interpellations

12. Questions et divers

13. Contre-appel

L'ordre du jour de la séance de ce soir est parvenu conformément au règlement du Conseil communal.

Suite à une démission du Conseil communal d'un conseiller également membre de la commission de gestion, le bureau propose de modifier l'ordre du jour et d'y ajouter un point 7a nouveau, intitulé « élection complémentaire à la Commission de gestion ».

Il convient également de remplacer Madame l'ancienne conseillère Saskia Poletti à l'AJENOL ; le bureau propose donc un point 7b nouveau « élection complémentaire à l'AGENOL ». Le point 7 actuel deviendrait point 8, le point 8 point 9 et ainsi de suite...

Au vote : c'est à l'unanimité que l'ordre du jour tel que modifié est accepté.

2. Correspondance

Le bureau du Conseil a reçu la démission du Conseil communal de Monsieur Eric Henchoz (les Verts).

M. le Président remercie chaleureusement Monsieur Eric Henchoz (les Verts) pour son travail au sein de notre législatif et dans les différentes commissions permanentes dans lequel Monsieur Henchoz a siégé.

3. Assermentation(s)

Suite à la démission de M. le Conseiller Eric Henchoz (Les Verts), M. le Président David BOULAZ (Les Verts) accueille Madame Nadia STEINER qui s'avance devant le bureau.

Devant l'assemblée debout, elle prononce la promesse et lève la main droite après lecture du serment d'usage. Elle est félicitée et rejoint les rangs du Conseil.

4. Communications du bureau

Le bureau du Conseil a représenté notre assemblée à plusieurs reprises depuis notre dernier Conseil.

M. le Président David BOULAZ (les Verts) a représenté le Conseil lors des occasions suivantes :

- Le 2 novembre 2013, à la partie officielle de l'exercice final 2013 du SDIS de Prilly, ainsi qu'au repas qui a suivi.
- Le 8 novembre 2013 à l'occasion du concert cinématographique organisé par l'Hirondelle à l'occasion de leur 60^{ème} anniversaire.
- A la soirée annuelle de la Fédération suisse de Gymnastique, section de Prilly, le dimanche 10 novembre 2013.

- Lors de la cérémonie de clôture du « Ciné-Festival » qui a également eu lieu le dimanche 10 novembre.

Le législatif a en outre été représenté par Monsieur le Conseiller David EQUEY (PLR), 2ème vice-président, le 30 octobre dans le cadre de l'inauguration des nouveaux locaux de l'agence des assurances sociales (AAS) de Prilly.

Le bureau du Conseil communal informe également que la première réunion du groupe de travail concernant la révision du règlement de notre conseil a dû être reportée.

La première réunion aura donc lieu le mercredi 20 novembre. Le bureau ne manquera pas de vous tenir informé de l'avancement de ces travaux.

Enfin, le bureau a appris avec tristesse le décès du papa de M. le Conseiller Ishan KURT (SOC). Il tient ici à lui exprimer sa sympathie et ses sincères condoléances ; l'assemblée est priée de se lever afin d'observer un instant de silence en sa mémoire.

5. Communications municipales

Mme la Municipale Anne BOURQUIN-BUCHI (SOC) informe que, lors du précédent conseil et suite aux communications municipales transmises par écrit, une question avait posée sur le nombre de personnes inscrites au RI dans la commune de Prilly. Au 31 janvier.2013, il y avait 407 personnes et 398 personnes au 01 juillet 2013,. Mme la Municipale précise que les personnes au RI ne sont pas forcément au départ de la Commune de Prilly.

M. le Conseiller Aldo ROTA (UDC) demande à Mme la Municipale Anne BOURQUIN BUCHI de répéter l'information. Mme la Municipale lui confirme que ce sera fait.

6. Information au Conseil communal par ses représentants aux organismes externes

M. le Conseiller Maurice GENIER (PLR) informe que l'AIT s'est rencontrée le 10 octobre 2013 et que le budget 2014 a été adopté à l'unanimité.

7. Election complémentaire à la Commission de Gestion et à l'AJENOL

a. à la commission de gestion

Comme préalablement informé, Monsieur Eric Henchoz a démissionné de notre Conseil. La démission de Monsieur Henchoz englobe de droit sa démission de la commission de gestion, dont il était membre. Un poste est donc désormais vacant dans ladite commission et il doit être repourvu.

La discussion est ouverte concernant les candidatures à la fonction de membre de la commission de gestion.

Monsieur le Conseiller Jan MRAZEK (Les Verts) propose Mme la Conseillère Nadia STEINER (Les Verts).

Il n'y a pas d'autres candidats.

M. le Président propose d'élire Madame Nadia Steiner par acclamation.

Félicitations à Madame la conseillère communale.

b. à l'AGENOL

L'assemblée doit également procéder à une élection complémentaire à l'AGENOL, dans le but de repourvoir le poste laissé vacant par Madame l'ancienne conseillère communale Saskia Poletti.

Madame la Conseillère Colette LASSERRE ROUILLER (PLR) propose Mme la Conseillère Nicole STURM (PLR)

Il n'y a pas d'autres candidats.

M. le Président propose d'élire Madame Nicole STURM (PLR) par acclamation.

Félicitations à Madame la conseillère communale.

8. Préavis municipal N° 15-2013 relatif à la fusion des Services de Défense contre l'Incendie et de Secours (SDIS) des Communes de Prilly et Renens et à la création d'une Entente intercommunale

M. le Conseiller Jean-Pierre DUPERTUIS (PLR), Président et rapporteur de la commission a vient au bureau et lit le rapport sans les conclusions.

Avant toute chose, M. le Président aimerait rappeler que la nouvelle loi sur les communes, à son article 110 alinéa 7, interdit tout amendement du projet définitif présenté au Conseil par la Municipalité. Ainsi, au terme de la lecture du rapport et de la discussion, vous ne pourrez qu'accepter ou refuser les conclusions du préavis 15 - 2013. Par conséquent, il renonce à ouvrir une discussion article par article et se limitera à ouvrir une discussion générale.

Cette manière de faire convient à l'assemblée.

DISCUSSION :

M. le Conseiller Gérard BUHLMANN (PLR) précise qu'il parle en son nom personnel et pas au nom du PLR. Il pense que ce qu'il va dire est partagé par une bonne partie du groupe. M. le Conseiller a l'habitude d'être mesuré et de peser ses mots, il va le faire ce soir et en toute connaissance de cause, M. le Conseiller trouve le traitement de ce préavis déplorable et totalement insatisfaisant. Tout d'abord, parce que – le Président l'a relevé – ce préavis aurait du sortir logiquement en 2012, au pire des cas en 2013. M. le Conseiller ne connaît pas les mauvaises raisons qui font que le préavis sort maintenant : est-ce de l'attentisme coupable ? Est-ce une mésentente entre les deux municipalités ? Au entre les deux municipaux concernés ou au sein de la Municipalité de Renens ? C'est totalement inacceptable tout d'abord pour les pompiers qui sont les victimes et pour nous conseillers communaux qui sont les victimes collatérales. Premièrement, un préavis beaucoup trop tardif et qui ne comporte pas tous les éléments, M. le Conseiller y reviendra. Le deuxième élément qui pose nettement un problème, c'est le traitement du préavis. M. le Président du Conseil a rappelé la nouvelle loi sur les communes : il y a là une convention à deux communes – s'il arriverait une convention avec huit communes, cela peut arriver dans l'ouest lausannois – il serait évident que chacun de son côté ne peut pas amender et, pendant 4 ans, faire des allers-retours entre les commissions, l'Etat et, pour ce cas, l'ECA. La loi interdit donc de modifier ou d'amender la convention ou le règlement, jusque là ce n'est pas un problème pour M. le Conseiller BUHLMANN (PLR). Par contre ce que la loi ne dit pas, c'est comment cet objet doit être traité. M. le Conseiller ne sait pas ce qui s'est passé entre le greffe et le Bureau du Conseil, mais les groupes n'ont pas reçu le préavis avant le traitement en commission ; les commissaires de Renens et de Prilly l'ont reçu 1 ou 2 jours avant. Résultat des courses les partis ne sont pas impliqués, puisque ce n'est qu'après les travaux de la commission qu'on a vu les résultats et les amendements proposés et ce n'est pas comme cela que ça fonctionne ! Les préavis sont envoyés aux Conseillers communaux, la responsabilité en appartient au Bureau du Conseil, par l'intermédiaire du greffe. Ce préavis aurait du être envoyé à tous les conseillers communaux et la séance fixée dix ou quinze jours après. Cela permet aux partis qui le désirent de se réunir afin d'en discuter et d'envoyer des commissaires qui représentent l'avis de leur parti. C'est comme cela que ça doit se passer normalement et là ça n'a pas fonctionné de cette manière. Donc non seulement, il n'y a pas de possibilité d'amender ce soir mais les partis n'ont jamais eu l'opportunité de se prononcer. M. le Conseiller ne dit pas que ce qu'a fait la commission est mauvais, mais c'est une question de principe et ce fonctionnement est inacceptable. M. le Conseiller profitera de la révision du règlement du Conseil pour introduire un article qui empêchera la répétition de cette manière de faire. Le troisième point sur lequel M. le Conseiller BUHLMANN est en total désaccord avec certains membres de son groupe, c'est sur le fond du préavis. Car aujourd'hui la question qui est posée porte sur la création du SDIS ; la question financière se règlera ensuite avec la présentation du budget. Par hasard ce préavis tombe en même temps que le budget, mais il aurait pu tomber au 1^{er} semestre de cette année voire en 2012. Concrètement, il est demandé de voter la fusion du SDIS et l'aspect financier sera discuté plus tard. Ce soir il y a deux possibilités : soit la fusion du SDIS est acceptée et le conseil ne s'occupe plus de l'aspect financier. Si ce soir le conseil vote la fusion du

SDIS, ce n'est ni l'Etat ni l'ECA qui dit ce que chacune des communes doit payer et surtout ce que chacune des communes doit apporter. Les apports de la Commune de Renens posent problème et méritent d'être étudié. Une autre variante ce soir, le Conseil peut voter la fusion mais en disant à la Commune de Renens de faire attention que dans un mois le budget sera traité et que ce n'est pas du tout dit que ledit budget soit accepté. Pour la Commune partenaire, M. le Conseiller trouve que c'est vraiment formidable comme début de collaboration, en disant : « On entre avec vous mais peut-être pas comme c'est noté dans le préavis ». Une autre variante est de reporter le préavis, mais évidemment cela fait deux ans que les pompiers attendent que l'autorité politique se décide. Ils sont contraints de fusionner au 31.12.2013. Est-ce les aider que de reporter la décision en 2014 ? M. le Conseiller ne le pense pas. Quand la décision sera prise, il faudra mettre au concours le poste du commandant, si cela peut être dans certains cas une formalité, ça ne l'est pas dans ce nouveau SDIS : il y aura certainement des discussions difficiles entre les deux municipalités, ce qui veut dire qu'au mieux à mi-décembre le commandant sera trouvé et il lui restera quinze jours pendant les fêtes de Noël pour mettre en place la nouvelle structure ! « P a

a ! L a ,
. Quels que soient les choix, ils sont mauvais. M. le Conseiller précise que la dernière version que les conseillers sont appelés à voter est arrivée aujourd'hui au greffe. Pour M. le Conseiller BUHLMANN c'est : « a » et c'est pour cela qu'il ne se prononcera pas sur ce préavis. Par principe M. le Conseiller ne peut pas voter ce préavis dans de telles conditions, car les conseillers ont été élu pour remplir un mandat et, dans ce cas, M. le Conseiller pense ne pas pouvoir le remplir. M. le Conseiller a envoyé un mail aux présidents de groupe, qui ont fait suivre à leurs membres, en posant des questions et M. le Conseiller DUPERTUIS (PLR) a été à la pêche aux informations et les a transmises à M. le Conseiller BUHLMANN (PLR). M. le Conseiller s'est permis également d'interpeller la Commission des Finances, puisque le règlement du Conseil permet de le faire, et il attend tranquillement le rapport de la Commission des Finances pour voir si, oui ou non, il faut amender celui du SDIS, ce qui n'est pas du tout sûr. M. le Conseiller précise qu'il ne votera pas ce préavis, mais que cela n'engage que lui.

Mme la Conseillère Patrizia CLIVAZ LUCHEZ (SOC) parle au nom du groupe socialiste qui se demande effectivement pourquoi ce préavis est arrivé si tard et de cette manière là, alors que les choses étaient connues depuis 2011. D'habitude une fusion, à défaut de faire plaisir aux gens du terrain, en l'occurrence les pompiers, qui vont perdre un certain nombre de chose dans cette histoire, amène au moins des économies et ce n'est pas le cas ici. La commune de Prilly va payer plus et le groupe socialiste est surpris de lire que les frais supplémentaires, qui sont à la charge des communes, ainsi que les frais de manifestations qui se conjuguent aux frais de fusion, se montent à une somme non négligeable.

M. le Conseiller Aldo ROTA (UDC) précise la position de l'UDC en disant que : a a a a , , a a a , a . De plus, M. le Conseiller ne peut pas résister de dire : « a 2 a ! » Dans l'état actuel des choses, l'UDC votera non.

Mme la Conseillère Colette LASSERRE ROUILLER (PLR) aimerait préciser la position du groupe PLR, qui se pose les mêmes questions que le groupe socialiste, notamment au niveau du budget, et qui a les mêmes critiques qu'a évoqué M. le Conseiller BUHLMANN quant à l'organisation et le traitement de ce préavis. Le PLR est partagé sur le point de repousser cet accord, alors qu'en réalité le Conseil n'a pas réellement le choix. Si la fusion est refusée par le Conseil, cela risque d'être imposé par le Canton et l'ECA. Les questions, notamment financières, restent ouvertes et reviendront avec le budget car ce n'est pas clair à l'heure actuelle.

Mme la Conseillère Patrizia CLIVAZ LUCHEZ (SOC) précise que pour le groupe Socialiste a aussi la liberté de vote.

M. le Conseiller Francis RICHARD (PLR) informe que la COFIN a agendé l'examen du budget du SDIS fusionné et que chaque poste sera étudié attentivement. Mais il y aura une petite difficulté car il a été prévu un seul montant. Il va falloir donc amender chaque poste. La Commune de Renens a quant à elle repris les rubriques du budget du SDIS, elle a donc amendé directement les postes.

M. le Conseiller Roger SAUGY (SOC) précise que cela fait des années que l'on en parle, que la loi a 4 ans et qu'il est clair qu'une grande révolution est faite dans ce canton avec la nouvelle organisation des pompiers. Révolution qui a créé des tensions dans certaines communes car il y a toute une histoire derrière les pompiers, il y a toute une vie collective et une solidarité. Cela dérange M. le Conseiller que ce soir, en deux coups de cuillères à pots, la solidarité soit tuée, même si cette solidarité n'était plus suffisante et efficace dans les temps actuels. M. le Conseiller pense qu'il n'y a pas beaucoup de monde ce soir qui se souvient de l'incendie de la menuiserie à la route du Chasseur qui a brûlé et la question était de savoir si les pompiers de Lausanne arrivés sur place avant ceux de Prilly avaient le droit d'intervenir ou pas. Depuis, des progrès ont été faits grâce à la loi qui a été votée au Grand Conseil. Au Grand Conseil également, ils se sont posés la question sur le côté humain, car c'est une solidarité, un engagement des pompiers. Puis en face il y avait les idées techniques de l'ECA, certains en ont parlé au Grand Conseil d'un Etat dans l'Etat ; ce n'est pas tout faux, il faut donc trouver un équilibre sur un texte pas lu, sur des amendements pas lus, sur des discussions que les Conseillers n'ont pas pu avoir. M. le Conseiller a des principes mais il est fataliste et il est de ceux qui voteront oui et se demanderont si, par motion, quelque chose peut être négocié dans certains des éléments de l'accord qui a été passé, notamment en laissant une place humaine plus grande à ceux qui ont joué le jeu des pompiers pendant des années.

M. le Conseiller Fabien DEILLON (UDC) a le même problème que beaucoup de conseillers ce soir. A savoir qu'il n'y a pas d'avantages pour la Commune de Prilly, que c'est plus cher à Prilly et également à Renens. De ce côté là, il est dit : « oui vous allez pouvoir rediscuter dans quelques semaines dans le cadre du budget ». M. le Conseiller aimerait savoir pratiquement ce que cela donne si aujourd'hui la fusion est acceptée telle qu'elle est présentée. Comment est-ce que le SDIS nouvelle mouture va fonctionner si on ne lui donne pas les moyens

nécessaires. Cela veut-il dire que, le moment venu, si le budget est mandé à la baisse, le SDIS ne pourra pas fonctionner normalement ; est-ce que cela a un sens ?

M. le Conseiller Jean-Pierre DUPERTUIS (PLR) répond à M. le Conseiller DEILLON (UDC) en lui disant qu'il y a bien une fusion en vue au 1.1.2014, mais que les SDIS de Prilly et Renens vont continuer à travailler comme ils le font maintenant ; donc il n'y a donc pas de problèmes à ce niveau là. Il faut savoir que probablement l'instabilité que connaisse les pompiers actuellement fait que ce soir le Conseil prend une décision politique et non pas financière. Il faut bien délier les deux choses ; tout ce qui touche le financement du futur SDIS sera discuté ouvertement poste par poste au budget 2014. Cette fusion, si elle n'est pas acceptée ce soir, sera reportée d'une manière ou d'une autre et on pourrait se voir carrément imposer peut-être une fusion avec Lausanne et cela coûterait d'autant plus cher.

M. le Président David BOULAZ (les Verts) s'exprime au niveau du processus de préparation de ce préavis ; si le travail du Bureau n'a pas exempté de quelques difficultés, il relève, sans vouloir se dédouaner, tout comme le Conseil, que ce préavis est arrivé dans l'urgence, au milieu de l'été et que le Bureau a fait de son mieux de se point de vue, qui plus est avec l'entrée en vigueur sur la loi sur les Communes.

M. le Président passe la parole à la Municipalité :

M. le Municipal Bertrand HENZELIN (PDC) prend la parole : « Nous voici enfin ce soir à bout touchant avec ce préavis concernant la fusion des SDIS de Prilly et de Renens. De nombreuses remarques justifiées nous ont fait savoir que nous avons 3 ans pour le préparer et le présenter. Veuillez bien nous excuser de ce retard. D'autres dossiers étaient sur la table en début de législature et nous avons faussement pensé qu'il n'y avait pas « le feu au lac ». Nous avons toutefois pensé pouvoir vous le ficeler pour le Conseil de juin dernier, mais les choses ne vont pas toujours comme on le pense. Les Commissions intercommunales ne sont pas fréquentes et apportent leur lot de surprises, pas toujours facilement maîtrisables et ce n'est pas M. le Président de la Commission qui me contredira.

Ce soir, vous devez vous prononcer sur la convention, le règlement et son annexe. Selon la nouvelle loi sur les Communes, la convention qui a été discutée en commission, acceptée par les 2 Municipalités et qui sera approuvée par le Conseil d'Etat ne peut en aucun cas subir de modification de votre Conseil.

En ce qui concerne le volet financier, il s'agit d'une estimation. Des séances avec la Municipalité de Renens sont d'ores et déjà prévues pour l'affiner. Mais un point essentiel est à relever : le montant facturé à l'Entente intercommunale s'effectuera sur la base des heures effectives au tarif appliqué entre Communes de l'Ouest lausannois.

Et pour terminer, même si comparaison n'est pas raison, le coût du SDIS Malley Prilly et Renens aura un coût annuel de 29.40 par habitant. Le SDIS de Chamberonne est à 28.75, celui de Sorge à 28.40 et celui de Payerne à 30. -. Nous ne sommes donc peut-être pas suffisamment performants en matière d'économies mais nous trouvons très proches de certains autres SDIS.

Pour conclure, nous vous demandons de bien vouloir accepter ce préavis de fusion qui est attendu avec impatience par tous les membres des corps de

pompiers de nos 2 communes. Selon la loi, cette fusion doit être effective au 1^{er} janvier 2014 et il nous reste encore du pain sur la planche quant à la nomination du Commandant, de son remplaçant et de l'EM.
Je vous remercie de votre attention et suis persuadé de votre soutien. »

M. le Président David BOULAZ (Les Verts) demande s'il y-a-t- il une demande formel de renvoi au sens de l'article 77 du règlement ; ce n'est pas le cas. Il précise que l'objet du vote aujourd'hui est la convention, son règlement et son annexe, tel que décrite par M. le Conseiller DUPERTUIS (PLR) et reçue ce matin et qui a été transmise aux Présidents de groupe au début de ce Conseil.

Lecture des conclusions :

LE CONSEIL COMMUNAL DE PRILLY

- vu les préavis municipaux n° 15-2013 de la Municipalité de Prilly & n° 40-2013 de la Municipalité de Renens,
- ouï le rapport de la commission chargée d'étudier cet objet,
- considérant que ledit objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour,

décide

- d'accepter le projet de fusion des corps des sapeurs-pompiers des communes de Prilly et Renens en un seul corps intercommunal avec effet au 1er janvier 2014 ;
- d'adopter la convention intercommunale sur le Service de Défense contre l'Incendie et de Secours (SDIS) entre les communes de Prilly et Renens ;
- d'adopter le règlement de l'Entente intercommunale du SDIS de Prilly et Renens ainsi que son annexe qui traite des frais d'intervention.

Au vote : C'est avec 35 OUI, 10 NON et 21 ABSTENTIONS que les conclusions du rapport sont acceptées.

9. Préavis municipal N° 16-2013 soumettant le nouveau règlement communal sur le subventionnement des études musicales

M. le Conseiller Antoine REYMOND (PLR), rapporteur de la commission a vient au bureau et lit son rapport sans les conclusions.

La discussion sera divisée comme suit :

Dans un premier temps, M. le Président ouvre la discussion article par article. Lorsque la discussion n'est pas demandée sur un article, il est considéré comme accepté. Un vote formel aura toutefois lieu sur les articles amendés par la commission.

Dans un second temps, il ouvrira la discussion générale sur le règlement qui nous est soumis. Cette manière de faire suscite-t-elle des oppositions ?

Si tel n'est pas le cas, la discussion est ouverte :

Art. 1 discussion pas demandée, article adopté

Art. 2 discussion pas demandée, article adopté

Art. 3 : amendé par la Commission; soumis au vote formel (al. 1)

M. le Syndic Alain GILLIERON (PLR) précise que la Municipalité soutient l'amendement tel que présenté.

Vote : c'est à l'unanimité et 7 abstentions que cet article amendé est accepté.

Art. 4 : amendé par la Commission ; « soumis au vote formel (al. 5)

Vote : c'est à l'unanimité et 2 abstentions que cet article amendé est accepté.

Art. 5 discussion pas demandée, article adopté

Art. 6 discussion pas demandée, article adopté

Art. 7 discussion pas demandée, article adopté

Art. 8 discussion pas demandée, article adopté

Discussion générale :

M. le Conseiller Aldo ROTA (UDC) aimerait, pour autant que ce soit possible, connaître une prévision de la somme distribuée par la Fondation et qui reviendrait à l'Ecole de Musique. Il a par ailleurs une question de compréhension : comment s'articule à la fin du préavis le montant de CHF 500.- maximum avec les CHF 1'000.- maximum qui sont mentionnés dans le barème ?

M. le Syndic Alain GILLIERON (PLR) répond à M. le Conseiller ROTA (UDC) que la somme de CHF 500.- c'est le 50 % de CHF 1'000.- et que cela peut être le maximum. A partir de là, la Municipalité espère que ça suffira et le rapport l'a très bien dit, nous allons totalement dans l'inconnu pour savoir s'il y aura un nombre important de citoyens, car ce n'est pas uniquement pour l'Ecole de musique de Prilly, c'est également valable pour toutes les écoles ou la personne de Prilly jusqu'à 25 ans suivrait des cours de musique. C'est un champ quand même assez large. Il faut juste comprendre que la subvention

communale ne va en aucun cas suffire et qu'ensuite les parents devront assumer le reste du financement de l'écolage pour faire profiter leur enfant de ce passe-temps très intéressant qu'est la musique. La Municipalité pense qu'il n'y aura pas forcément beaucoup de candidats mais espère, qu'avec cette loi, cela va ouvrir plus le champ. Il faut aussi dire que cette loi n'a pas été faite pour démocratiser la musique mais surtout pour donner des conditions salariales des enseignants beaucoup plus intéressantes et correctes que ce que ça l'était jusqu'à maintenant. Il faut être clair : ce n'est pas ouvrir tout azimut la possibilité de faire un instrument mais plutôt calquer décentement les rémunérations des enseignants sur ce qui existe pour d'autres catégories d'enseignants. Les communes doivent prendre acte de cette loi cantonale et l'appliquer. Il est vrai qu'il y a une explosion financière de la participation communale à l'aide à la musique, que ce soit de part le barème ou de part la participation qui est imposée par la loi de CHF 6.50 à l'heure actuelle et qui va monter à CHF 9.50 d'ici 2018. M. le Syndic suggère de multiplier ce chiffre par 12'000 car en 2018 il y aura certainement 12'000 habitants à Prilly. Il espère que le montant que l'Ecole de Musique de Prilly recevra et couvrira les dépenses qu'elle aura. Pour le moment, il n'y a que la facturation du 1^{er} semestre qui est arrivée et les cotisations ne couvrent pas totalement les frais ; la commune va donc devoir aider l'Ecole de Musique de Prilly. A la fin de l'année, la Municipalité espère que la subvention de l'AFEM va couvrir ce que l'Ecole de Musique aura occasionné comme frais d'enseignants par rapport aux cours qu'elle aura dispensés. Mais avant un premier exercice il est impossible de savoir ce que cela va donner.

M. le Conseiller Aldo ROTA (UDC) demande à M. le Syndic, puisqu'il fait partie du Conseil de Fondation, si ce n'est pas une manière détournée de financer le conservatoire et pas seulement les écoles de musique.

M. le Syndic Alain GILLIERON (PLR) répond que le conservatoire fait partie des écoles qui sont subventionnées par l'AFEM.

Lecture des conclusions :

LE CONSEIL COMMUNAL DE PRILLY

- Vu le préavis municipal N° 16-2013
- Ayant ouï le rapport de la Commission chargée d'étudier cet objet
- Considérant que ledit objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

décide

d'adopter le règlement général amendé à l'article 3, al. 1 et à l'article 4, al. 5, concernant le subventionnement des Études musicales.

Au vote : C'est avec une large majorité et 3 NON que les conclusions du rapport sont acceptées.

Avant de passer au point 10 de l'ordre du jour, M. le Président David BOULAZ revient sur le point 8 en disant qu'il voulu « passer tout feu tout flamme » et a complètement oublié de faire passer la lecture des conclusions avant le vote et s'en excuse. Il demande si un membre du conseil désire rouvrir le point no 8 et de voter à nouveau après la lecture des conclusions ou est-ce que le Conseil approuve ce qui a été voté sans la lecture des conclusions.

Aucun conseiller ne demande la réouverture du point 8. M. le Président estime que le sujet a été régulièrement traité et que le vote précédemment fait est valable.

10. Préavis municipal N° 17-2013 sollicitant un crédit de CHF 600'000.- destiné à la transformation du bâtiment du Tilleul pour y accueillir l'UAPE la Fourmi Bleue et la structure administrative de la Fondation des Acacias, et répondant définitivement à la motion M 1-2009 de Mme la Conseillère S. Poletti demandant «la création d'une véritable UAPE adaptée aux besoins et aux ressources de la Commune de Prilly», ainsi que partiellement au postulat, déposé le 19.11.2007, de Mmes les ex-Conseillères V. Benitez Santoli et T. Hegedüs-Connor demandant «Une étude des besoins liés à la petite enfance des 0 - 12 ans, en particulier de ses lieux d'accueil (extrafamilial et extrascolaire), de la Commune de Prilly, comprenant notamment une étude de la faisabilité de la création d'un centre de vie infantine supplémentaire pour les 0 - 5 ans et une étude de la faisabilité de la création d'un concept prilléran de l'Accueil Pour Enfants en Milieu Scolaire (APEMS) pour les 5 -12 ans»

M. le Conseiller Gérard BUHLMANN (PLR), rapporteur de la commission a vient au bureau et lit son rapport sans les conclusions.

Discussion :

Mme la Conseillère Colette LASSERRE ROUILLER (PLR) signale que le groupe PLR soutient ce projet mais est un peu surpris, à l'instar de plusieurs commissaires, que des travaux soient exécutés et que la question des coûts sera posée ultérieurement. Il est quand même intéressant lorsqu'un nouveau projet est mis en place, de savoir non seulement combien ça coûte de le lancer mais aussi combien cela va coûter années après années. A l'avenir, il serait assurément bon que la Municipalité précise ces questions, soit dans le préavis, soit lorsque les commissions posent la question.

Lecture des conclusions :

LE CONSEIL COMMUNAL DE PRILLY

- vu le préavis municipal No 17 – 2013,
- ouï le rapport de la Commission chargée d'étudier cet objet,
- considérant que ledit objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour,

décide

1. d'accorder à la Municipalité un crédit de CHF 600'000.00 destiné à la transformation du bâtiment du Tilleul pour y accueillir l'UAPE La Fourmi Bleue et la structure administrative de la Fondation des Acacias ;
2. de financer cette dépense par la trésorerie courante et de l'amortir sur 20 ans au maximum ;
3. De considérer que le présent préavis répond :
 - Définitivement à la motion M1-2009 de Mme l'ex Conseillère S. POLETTI « Création d'une véritable UAPE adaptée aux besoins et aux ressources de la Commune de Prilly » ;
 - Partiellement au postulat du 19.11.2007 de Mmes les ex-Conseillères V. BENITEZ SANTOLI ET T.HEGEDUS-CONNOR «Etude des besoins liés à la petite enfance des 0-12 ans, en particulier de ses lieux d'accueil (extrafamilial et extrascolaire), de la Commune de Prilly, comprenant notamment une étude de la faisabilité de la création d'un centre de vie infantine supplémentaire pour les 0-5 ans et une étude de la faisabilité de la création d'un concept prilléran de l'Accueil Pour Enfants en Milieu Scolaire (APEMS) pour les 5-12 ans».

Au vote : C'est à l'unanimité moins 4 ABSTENTIONS que les conclusions du rapport sont acceptées.

11. Motions, postulats et interpellations

Dépôt d'une interpellation de M. le Conseiller Maurizio MATTIA (les Verts), appuyé par 5 membres.

Interpellation : Permis de construire n° CAMAC 134276 et 122893

Le permis de construire n° CAMAC 122893 mentionne :

Reconstruction après démolition, Démolition de deux bâtiments et suppression de places de parc; Construction d'un bâtiment administratif à 6 niveaux hors terre avec 3 étages de parking (193 places de parc), restaurant et commerce. Parcelles 893 880 881. No ECA 1813a, 1813b, 1205.

Le permis de construire n° CAMAC 134276 mentionne :
Reconstruction après démolition, Construction d'un bâtiment multifonctionnel à 6 niveaux hors terre avec 3 étages de parking et dépôts (122 places de parc), commerces, fitness et bureaux. Parcelles 893, 880, 881. No ECA 1813a, 1813b.

Les permis de construire susmentionnés et la construction en cours du bâtiment situé à l'angle de l'av. de Renens et de l'av. des Flumeaux ont suscité quelques interrogations.

Nous nous permettons donc d'interpeller la Municipalité sur les questions suivantes :

Droits à bâtir :

- Comment ont été établis les droits à bâtir pour ce bâtiment de 6 niveaux ?
- La parcelle n° 880 sur laquelle se construit cet immeuble a-t-elle bénéficié de transferts de droits à bâtir des autres parcelles mentionnées sur le permis ?
- La démolition prévue de 2 bâtiments est-elle nécessaire pour bénéficier des droits à bâtir du nouveau bâtiment ?

Démolition :

- Quels sont les bâtiments concernés par la démolition ?
- Le permis de construire mentionne le bâtiment ECA 1813a et 1813b qui à notre connaissance est l'immeuble administratif situé au n° 45 de l'av. des Flumeaux. Quels travaux sont-ils prévus selon le permis de construire ? S'agit-il de la démolition du bâtiment ?
- Le cas échéant, la Municipalité sait-elle quand il sera démoli et pourquoi ne l'a-t-on pas fait avant que le nouveau bâtiment de la PolOuest ne soit terminé, ce qui aurait évité les nuisances alentours (bruit, poussière, etc.) ?

Nous remercions par avance la Municipalité d'apporter les éclaircissements sur ce dossier.

12. Questions et divers

Réponse municipale à la question écrite de Monsieur le Conseiller Aldo Rota «Cery et la sécurité des Prillérans»

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les conseillers,

Faisant référence aux dramatiques récents événements de la Pâquerette à Genève, Monsieur le Conseiller communal Aldo Rota s'inquiète de la venue sur Prilly d'un programme de psychiatrie pénitentiaire et demande quelles mesures de protection de la population prillérane sont prises par le maître de l'ouvrage, soit le CHUV.

La Municipalité répond comme suit à la question écrite de Monsieur le Conseiller Rota :

- Le Service de médecine et de psychiatrie pénitentiaire est un service du Département de psychiatrie du CHUV depuis plus de dix ans et a une consultation sur le site de Cery sans que le moindre problème de sécurité se soit posé durant toute cette période.
- L'établissement de réhabilitation sécurisé (ERS) qui est prévu dans le programme du futur hôpital accueillera des patients sous mesure thérapeutique pour lesquels les autorités pénitentiaires et judiciaires, avec l'aide d'expertises appropriées et de la Commission de dangerosité, auront déjà décidé un retour dans la vie libre ou dans un établissement non sécurisé dans une échéance inférieure à une année. Le but de l'ERS est de préparer ces patients à ce retour dans la vie libre dans un laps de temps très court parce qu'ils auront été

Enfin, la mise à l'enquête du Plan d'Affectation Cantonal (PAC) lié au projet vient de se terminer avec ... 0 opposition et 0 observation.

La Municipalité se félicite donc de voir le site de Cery rénové de fond en comble par ce projet de quelque CHF 100 millions et passer du stade de l'hôpital psychiatrique de triste réputation des années 50-60 à la création d'un site de traitement et de recherche des maladies psychiques moderne et adapté à notre société. La deuxième étape, prévue pour 2020-2025, devrait permettre en plus de créer un campus universitaire lié aux neurosciences.

Demeurant à votre disposition pour tout complément d'information, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, à nos respectueuses salutations.

Au nom de la Municipalité

Le Syndic

La Secrétaire

A. Gillièron

J. Mojonnet

Réponse à la question de Mme Colette Lasserre qui s'interroge sur la vague d'événements mettant aux prises les usagers des TL et les agents de contrôle de la dite entreprise.

Se référant à certains articles de presse relatant ces événements, Mme la Conseillère se demande si le mode d'intervention des agents de contrôle TL est adéquat.

Il y a lieu tout d'abord de préciser que selon du point de vue duquel on se place, les faits évoqués dans l'affaire de Prilly-Eglise prennent des allures différentes. Si pour le retraité qui se considère comme victime – ce sont les agents TL qui l'ont frappé –, pour l'autre partie, il s'agit d'abord d'une agression de la part de l'usager.

Sans aller dans les détails de cette affaire, il y a lieu de relever que lors du renvoi des plaintes des deux parties devant l'autorité judiciaire, une tentative d'arrangement a été initiée par la procureure en charge du dossier et une conciliation a été possible, évitant par-là de longues et coûteuses procédures. Du côté des TL, la procureure a constaté que les agents de contrôle avaient parfaitement respecté le cadre légal d'agissement ainsi que les procédures de contrôle mises en place au sein de ce secteur d'activité. Aucune suite pénale n'a suivi et l'affaire a été considérée comme close.

Sur un plan plus général, il y a lieu de constater que, comme dans le secteur de la criminalité fédérale dont les infractions ont augmenté en 2012 de 18,5 % par rapport à 2011, les TL doivent déplorer également une augmentation extrapolée des agressions, altercations et incivilités de 7,2 %. Pour contrer ces phénomènes, les TL ont mis en place une batterie de 8 modules de formation de leurs contrôleurs. Ces formations sont basées sur les compétences techniques (lois, titre de transport, réseau et méthode de contrôle) ainsi que

des compétences sociales (gestion du stress, gestion des conflits, communication et protection).

Pour conclure, la médiatisation d'événements, la recherche du sensationnel et l'accès aux médias sont devenus un phénomène courant à propos duquel tant la Municipalité que la Direction des TL n'ont que peu de prise. La démocratisation des smartphones et l'encouragement appuyé de certains médias à devenir lecteurs-reporters proactifs, parfois même rémunérés, obligent à travailler selon des processus et procédures très précis et appliqués rigoureusement, ceci pour éviter de tomber dans l'arbitraire, l'injustice et l'iniquité. A ce jour, chaque action entamée par des protections juridiques a été abandonnée, dès lors que les explications fournies par les TL validaient clairement les bases légales propres à cette activité de contrôle.

En regard de ce qui précède, et tout en restant attentive, la Municipalité estime, sur ce sujet, ne pas devoir intervenir dans le cadre de sa présence au Conseil de Direction comme au Conseil d'administration des TL.

Prilly, le 11 novembre 2013

Pour la Municipalité

Alain Gilliéron
Syndic

Mme la Conseillère Nicole GENET (SOC) informe que les participants à l'action Quartiers Solidaires, appelée Espace Rencontre Prilly Centre, invitent cordialement les membres du Conseil et la Municipalité à l'inauguration de son local, Rte de Cossonay 28 (ancien locaux de la Fourmi Bleue) le samedi 23 novembre dès 15 heures.

M. le Conseiller Maurizio MATTIA (les Verts) informe qu'il a vu les nouveaux horaires du centre COOP à Prilly. Suite au préavis qui avait passé au Conseil, la grande différence qu'il y aura est l'ouverture du vendredi jusqu'à 20 h au lieu de 19 h. C'est d'ailleurs ce qui avait été présenté par la Municipalité.

M. le Conseiller Aldo ROTA (UDC) remercie la Municipalité pour le sérieux, la diligence et l'application avec lesquelles elle a apporté une réponse quasiment complète. M. le Conseiller précise juste que la grande salle était bien pleine lorsqu'il y a eu la première présentation du projet, pendant laquelle M. le Conseiller s'est payé le luxe de reprocher à M. Maillard qu'il n'y avait ni maquettes ni power point et que les personnes venues étaient restées un peu sur leur fin. Lors de cette assemblée, des visiteurs impromptus, bien que gentils, s'y étaient présentés et cela avait surpris plusieurs personnes. M. le Conseiller regrette mais il n'a pas vu l'invitation face à cet échantillon de qualité et il ne sait pas quel est le support médiatique qui a annoncé cette présentation.

M. le Syndic lui répond que c'était dans le Prill'héraut.

M. le Conseiller Jan MRAZEK (les Verts) aimerait savoir si la Municipalité avait acheté la sculpture représentant deux cubes en acier qui orne les abords du Château ou si l'artiste l'a laissée plus longtemps en exposition? M. le Conseiller trouve à titre personnel que cette sculpture va très

bien et il aurait aimé savoir quels étaient les projets de la Municipalité par rapport à cette sculpture.

M. le Conseiller Ugo SIRAVO (POP) remercie la Municipalité pour avoir transformé le bas du Chemin d'Ombreval en zone 30 km/h et il se demande quelle réflexion avait été faite pour l'aménagement de cette zone, notamment concernant les places de parc à vélos sur le trottoir ?

M. le Municipal Bertrand HENZELIN (PDC) remercie M. le Conseiller MRAZEK (les Verts) pour son intervention sur la sculpture. Le budget de la Municipalité pour les œuvres d'art étant limité, la Municipalité se demande dans quelle mesure le Conseil Communal serait enclin à encourager la Municipalité de faire l'achat de cette sculpture.

M. le Municipal Michel PELLEGRINELLI (SOC) répond à M. le Conseiller Ugo SIRAVO (POP) en lui disant que c'est l'opportunité qui a fait le larron. La Municipalité a trouvé que les places deux roues dans le quartier n'était pas légion. La proximité de la gare du LEB pour le moment il n'y avait rien, ni côté entrée ni côté Ombreval. Donc la Municipalité a trouvé utile de créer des places de stationnement. En ce qui concerne la zone 30 km/h, c'est à la suite de plusieurs lettres d'habitants demandant le prolongement de cette zone 30 et que la route permettait cette façon de faire.

M. le Syndic Alain GILLIERON (PLR) demande à M. le Conseiller MATTIA (les Verts) s'agissant du nouvel horaire de la COOP, si c'est une information que la Municipalité aurait du faire à la population ou si c'est une manière ironique de dire les choses. M. le Syndic aimerait que M. le Conseiller s'explique plus clairement si la Municipalité doit lui répondre.

M. le Conseiller Maurizio MATTIA (les Verts) répond que d'une part c'était pour informer les gens et d'autre part effectivement il y a un peu d'ironie. Il renvoie à ce qu'il a dit lors du dernier conseil, sur le fait que le préavis présenté indiquait que le samedi il fallait que ça soit ouvert jusqu'à 18h sinon ça allait être la fin du monde, mais finalement c'était juste pour ouvrir le vendredi jusqu'à 20 h. M. le Conseiller trouve que le préavis aurait dû être présenté sous cette forme là.

M. le Syndic Alain GILLIERON (PLR) répond à M. le Conseiller MATTIA (les Verts) en lui disant que la prochaine il serait bien qu'il vienne directement dans le vif du sujet qu'il voulait mettre en avant, « **a a a M a** ! » A partir de là, M. le Syndic précise que la COOP respecte le règlement puisqu'elle va en effet jusqu'à 18h le samedi comme le conseil l'a voté et qu'elle bénéficie d'une heure de plus d'ouverture une fois par semaine et non pas le samedi. M. le Syndic ne voit pas où est le problème.

13. Contre-appel

Les scrutateurs ont fait un rapide comptage. Le nombre de conseillers toujours présents correspond au nombre de conseillers qui ont répondu à l'appel en début, déduction faite des personnes libérées en cours de séance. Le Président lève la séance à 22h10.

Le Président :

La secrétaire :

David BOULAZ

Isabelle Bartolozzi